

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

WT/MIN(03)/ST/6
11 septembre 2003

(03-4761)

CONFÉRENCE MINISTÉRIELLE
Cinquième session
Cancún, 10 - 14 septembre 2003

Original: anglais

ITALIE AU NOM DE LA PRÉSIDENTE DE L'UNION EUROPÉENNE

Déclaration de S.E. M. Antonio Marzano
Ministre des activités productives

Je tiens à remercier le gouvernement mexicain pour son hospitalité et pour l'excellente organisation de cette cinquième Conférence ministérielle.

Depuis le 1^{er} juillet 2003, l'Italie s'est vu confier le rôle important de présider l'Union européenne; je suis donc particulièrement fier de représenter ici à la fois les Communautés européennes et mon propre pays.

Le monde entier nous regarde et attend notamment de nous les Ministres que nous déterminions les orientations du plan d'action économique pour les mois à venir et la façon dont l'histoire évoluera.

Nos décisions et nos objectifs collectifs et partagés, s'agissant de l'exécution du mandat qui nous a été confié à Doha, nous permettront d'évaluer notre aptitude à répondre aux attentes de la société.

Il n'est pas facile de trouver un équilibre qui épouse tous les intérêts des 148 Membres, mais nous devrions tous œuvrer ensemble pour parvenir à ce résultat à la fin du Cycle. En Italie, par exemple, on trouve des mosaïques constituées d'une multitude de petites pièces colorées qui forment un dessin extraordinairement harmonieux. Nos intérêts sont aussi divers que cette palette de couleurs mais, ensemble – si nous trouvons un accord – nous pouvons dessiner un avenir radieux pour tous.

Si le Cycle actuel est couronné de succès, il aura des effets durables et chaque continent, pays et ville de la planète en tirera des avantages. Chaque être humain en ressentira les effets positifs, notamment dans les pays en développement et les pays les moins avancés, auxquels le Programme de Doha pour le développement est consacré. Leurs espoirs sont les nôtres.

Nous ne sommes pas ici à Cancún pour conclure l'accord final, mais pour quelque chose d'une nature différente: nous effectuons un examen à mi-parcours. Il s'agit d'une étape importante si nous voulons tenir la promesse que nous avons faite au monde entier d'achever le Programme de Doha pour le développement avant le 1^{er} janvier 2005.

Le succès ou l'échec de la Conférence de Cancún dépendra de notre volonté de respecter nos engagements. Nous avons la possibilité d'évaluer les résultats obtenus jusqu'ici, de nous regarder dans les yeux et de retoucher nos manches pour arriver à la fin du Cycle de la manière la plus satisfaisante possible, sur la base du mandat qui nous lie et que nous avons fixé à Doha.

Nous avons obtenu quelques résultats importants.

Tout d'abord, nous saluons la participation appréciée des nouveaux Membres, notamment des pays en développement et des pays les moins avancés, qui ont joint les rangs de l'OMC. Aujourd'hui, nous accueillons le Népal et le Cambodge, comme nous avons accueilli l'Arménie et l'ex-République yougoslave de Macédoine, et comme nous accueillerons aussi le Viet Nam, la Russie, l'Arabie saoudite et tous les autres qui souhaitent adhérer aux règles du commerce et à l'état de droit.

Cela montre bien que les pays en développement et les pays les moins avancés attachent beaucoup d'importance au commerce libre et réglementé en tant qu'outil essentiel à leur développement. Nous savons tous à quel point ce processus est difficile, non seulement parce qu'il est compliqué de fixer des règles, mais aussi parce qu'il est encore plus difficile de les appliquer. C'est la raison pour laquelle nous avons lancé un cycle qui est axé sur la réduction – voire même sur l'élimination – de l'écart économique qui existe entre les pays. Si nous réussissons à maintenir le cap initial, les effets durables du Programme de Doha pour le développement contribueront grandement, au bout du compte, au processus de convergence entre le Nord et le Sud.

Comme vient de le dire M. Lamy, l'Union européenne se doit de maintenir son engagement à l'égard de ce processus. L'Union européenne est déjà engagée sur cette voie, puisqu'elle accorde beaucoup d'attention à des questions telles que la mise en œuvre et le traitement spécial et différencié et qu'elle reconnaît l'importance d'ouvrir ses marchés aux PMA, sans réserve. Nous sommes disposés à nous en tenir à cet engagement, aujourd'hui comme demain. Nous estimons que nous pourrions constituer un exemple pour le monde industrialisé. Nous sommes persuadés que d'autres pourraient s'inspirer d'initiatives telles que "Tout sauf les armes".

Ce schéma préférentiel destiné aux PMA est particulièrement important pour leur secteur agricole mais, s'agissant de ce secteur, l'Union européenne a également accordé beaucoup d'attention à tous les pays en développement. À cet égard, il importe de rappeler que l'Union européenne est le premier importateur mondial de produits agricoles en provenance des pays en développement. L'Union européenne importe à elle seule plus que l'ensemble des autres pays industrialisés; en 2002, par exemple, la valeur de ses importations atteignait 33,5 milliards d'euros, contre 33,4 milliards pour les autres pays industrialisés. Cependant, la politique de l'Union européenne est également importante pour tous les autres exportateurs. Avec des importations se chiffrant à plus de 60 milliards d'euros en 2002, l'Union européenne se classe au premier rang des importateurs.

La réforme récente de la Politique agricole commune illustre elle aussi la volonté de l'Union européenne de jouer un rôle réel et constructif à l'occasion de la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC. L'Union européenne s'est attaquée à cette réforme interne pour montrer au reste du monde la véritable situation de l'agriculture en Europe. Malgré la situation particulière de l'Union européenne, dont l'histoire et les besoins sont différents de ceux de nombreux autres pays, celle-ci est parvenue à un résultat extraordinaire: la réduction draconienne des subventions ayant des effets de distorsion et le transfert des subventions de la production aux agriculteurs.

La réforme de la Politique agricole commune nous permet donc de négocier sur des bases plus solides. Il importe que soit renforcée la mise en œuvre des règles qui régissent actuellement le commerce international, et à partir desquelles nous avons façonné l'économie agricole en Europe et défini les caractéristiques de cette économie.

Il doit être tenu compte de ces éléments dans les négociations.

En ce qui concerne l'accès aux marchés, la liste de 41 produits que nous avons présentée récemment à l'OMC est un exemple parmi d'autres qui indique à quel point il est important pour nous que nos traditions ne fassent pas l'objet d'une concurrence déloyale.

En outre, il convient de mentionner que bien que les tarifs de l'Union européenne ne soient pas plus élevés que ceux de bon nombre d'autres pays, nous demeurons déterminés à réduire et à harmoniser les droits.

J'espère que les démarches que nous avons entreprises récemment avec les États-Unis afin de faire converger nos positions différentes pourront accroître les possibilités de trouver des solutions acceptables en ce qui concerne le dossier difficile de l'agriculture. L'Union européenne et les États-Unis ont fait preuve d'un grand sens des responsabilités dans le domaine du commerce international, et ils sont convenus des éléments de base d'une solution dont pourraient tirer parti tous leurs partenaires de l'OMC et qui répond notamment, au vu du mandat donné à Doha, aux intérêts et aux besoins des pays en développement et des pays les moins avancés.

S'agissant de l'accès aux marchés pour les produits non agricoles, je tiens à dire que la réduction des droits de douane, l'abaissement des crêtes tarifaires et l'élimination des obstacles non tarifaires stimuleront les échanges, créeront davantage de richesses et réduiront la pauvreté. C'est la voie à suivre et j'espère que les "modalités concernant les négociations", que nous allons examiner, nous aideront à poursuivre sur cette voie en vue d'arriver à une plus grande ouverture des marchés.

Certes, nous avons certaines préoccupations. En particulier, la réduction des droits de douane dans certains secteurs spécifiques – tels les textiles – devrait être harmonisée et mise en œuvre par tous.

En ce qui concerne les questions de Singapour, nous demandons à tous nos partenaires d'appuyer le lancement de nouvelles négociations, car nous sommes convaincus que celles-ci contribueront à stimuler la croissance dans tous les pays.

Par conséquent, notre demande tient compte des questions de développement et elle est conforme au principe mis en exergue dans le Programme de Doha pour le développement, à savoir la préservation du "champ du politique" pour tous les partenaires.

C'est une *condition sine qua non* que nous mettons en avant. Il n'y a aucun risque que ces questions compromettent la capacité de ces pays de conserver intact leur pouvoir et leur autonomie dans ces domaines.

Parallèlement à la libéralisation de l'accès aux marchés, il est nécessaire de travailler au renforcement des règles. Des niveaux de protection sociale et environnementale différents ne favorisent pas le développement des échanges. Au demeurant, notre objectif final est de faire en sorte que le bien-être se généralise dans le monde, ce qui signifie aussi entre autres choses respecter comme il se doit la dignité des travailleurs. Toutes les parties doivent faire un effort considérable pour garantir le développement durable du point de vue environnemental et garantir des conditions sociales qui soient liées aux droits fondamentaux du travail.

Jusqu'ici, quelques progrès, pas encore suffisants à nos yeux, ont été accomplis en ce qui concerne les liens entre le commerce et l'environnement.

En matière d'assistance technique, l'Union européenne et, si je puis me permettre, l'Italie en particulier, sont fermement engagées en faveur de l'initiative lancée à Doha qui vise à accroître les capacités de négociation des pays en développement, des PMA et des économies en transition.

L'Italie a versé une contribution de 2 millions d'euros au Fonds d'affectation spéciale pour le Programme de Doha pour le développement, qui viennent s'ajouter aux 900 000 euros destinés au Cadre intégré et au million de dollars EU affecté au Centre consultatif.

Je voudrais pour terminer faire part de mon entière satisfaction à la suite de la conclusion de l'accord relatif au paragraphe 6 de la Déclaration de Doha sur les ADPIC et la santé publique, qui marque à la fois l'achèvement d'un processus important et le point de départ d'une coopération plus efficace entre les pays industrialisés et les pays en développement. J'espère que cet accord montrera la voie à suivre pour mener à bien cette Conférence.

Si nous réussissons à accomplir notre mandat en vue de faciliter la croissance économique mondiale, nous inciterons les autres organisations internationales à suivre notre exemple, parce que seule la cohérence de toutes les politiques permettra d'offrir une vie meilleure aux futures générations.
